Jeudi 28 septembre 1978 – No 939

BP 61. 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

# l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Pour soutenir la lutte révolutionnaire du peuple iranien pour la liberté et la démocratie, pour l'indépendance nationale contre l'hégémonisme des deux superpuissances ;
Pour dénoncer et combattre le régime fasciste du Shah, valet de l'impérialisme US ;

TOUS AU MEETING
Jeudi 28 septembre à 20 h 30
à la Mutualité-Salle B (Paris 5e)

Organisé par :
L'Union des étudiants iraniens en France (CISNU)

et soutenu par :
CPROPV, PCML (Humanité rouge), OCF(ml), PCR(ml), UCF(ml).

# Le mécontentement s'étend

## Grèves à la SNCF, dans la sidérurgie, la navale, à Solmer (Fos), à Air France, dans les écoles

Le gouvernement continue de mettre en place, mesure après mesure son plan d'austérité. Face à cela le puissant mouvement d'ensemble qui serait nécessaire en riposte n'a pu se manifester, du fait notamment de la politique des leaders syndicaux et de leurs décisions à la rentrée. Cependant le mécontentement s'amplifie et des luttes se développent dans divers secteurs aussi bien public que privé. Elles portent avant tout sur le maintien de l'emploi contre les licenciements ou sur des revendications souvent liées à l'emploi.

( Voir article page 3)

## *Luttes à l'école*

Beullac, tout content de lui déclarait que la rentrée se ferait dans le calme, que jamais les conditions n'avaient été aussi bonnes et que l'Éducation nationale ne céderait pas aux pressions éventuelles des enseignants qui selon lui seraient des fainéants ne cherchant qu'à travailler moins et réclamant toujours de l'argent, au détriment des élèves et des familles. Sans doute ne s'attendait-il pas aux mouvements qui se déroulent en ce moment partout en France.

Parents en lutte, enseignants en lutte s'unissent à la base pour atteindre leurs objectifs.

Quelle est en effet la situation ? La coupe est pleine. Des classes ferment, celles qui existent sont surchargées, des postes ne sont pas pourvus, des milliers de maitres auxiliaires sont envoyés à l'ANPE.

Les conditions élémentaires de sécurité ne sont pas observées, pas assez de surveillants, infirmières en nombre insuffisant...

Beullac ne peut plus dire aujourd'hui que les enseignants font grève parce qu'ils sont des fainéants ! Un mouvement de solidarité et de compréhension se développe. Des professeurs ouvrent leur classe à des parents et leurs expliquent leurs conditions de travail. Des professeurs d'enseignement général soutiennent la lutte des professeurs d'éducation physique, qui se battent contre le projet Soisson.

Des parents s'organisent pour garder les enfants au moment des grèves des enseignants. Les revendications des agents de service sont reprises par les enseignants et par les parents. Les grands élèves des CET, CES et des lycées prennent part activement à ces luttes. Leur avis a le même poids que celui des adultes dans les assemblées générales.

Ces actions sont parties, en général de la base, les syndicats du personnel et des enseignants y jouent un rôle actif ; le corporatisme de chaque catégorie d'enseignants, de chaque syndicat de l'Éducation nationale (et ils sont nombreux dans la Fédération de l'Éducation nationale) tend à se briser pour laisser place à l'unité dans l'action.

Outre l'ampleur du mouvement qui touche actuellement des centaines d'établissements dans toute la France c'est là sans doute son caractère le plus remarquable : l'unité qui s'y manifeste entre les diverses catégories du personnel, les parents, les élèves. C'est un fait nouveau de grande importance.

*Nathalie VILLOTIERS.*

Tunisie

# Ouverture du procès des trente dirigeants syndicaux de l'UGTT

C'est ce jeudi que débute le procès des trente dirigeants de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), arrêtés après les grandes manifestations populaires du 26 janvier dernier.

On s'en souvient, le gouvernement n'avait pas hésité à faire tirer sur les manifestants, faisant plus de 300 morts. Ensuite, prétextant un appel à renverser le gouvernement par la violence, Bourguiba faisait arrêter les dirigeants de l'UGTT qui avaient lancé le mot d'ordre de grève générale.

Mais le fond du problème, c'est que l'UGTT était devenue progressivement le lieu de regroupement et de lutte de tous les travailleurs. Forte de 578 000 membre à la fin 1977, dont de très nombreux jeunes, l'UGTT organisait de plus en plus souvent les protestations et les grèves des masses travailleuses et, à ce titre, elle devenait trop dangereuse.

En arrêtant les dirigeants (comme Habib Achour) et en les remplaçant par des hommes à lui, Bourguiba espérait faire taire toute contestation. Il risque de déchanter : toutes les décisions lancées par l'actuelle direction fantoche sont boycottées, des structures clandestines fidèles à l'ancienne direction continuent à fonctionner. Certains syndicats publient même ouvertement des motions contre l'actuelle direction.

L'organe de l'UGTT, *El Chaab*, est sorti clandestinement, appelant à reconstituer les structures clandestines du synndicat. Et même au sein de la direction mise en place par le gouvernement, une dizaine de membres ont démissionné.

Aujourd'hui, l'heure est à la défense des syndicalistes emprisonnés et à la dénonciation de l'actuelle direction dévouée au pouvoir de Bourguiba, ce pouvoir qui reste lié aux intérêts colonialistes de la France en Tunisie.

**Le 21 septembre, entrevue de Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML avec Teng Ying-tchao, vice-présidente du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de Chine**

Guadeloupe

## Derrière l'arrestation de 3 dirigeants syndicaux

# *Les changements économiques d'une île colonisée*

**Mercredi 20 septembre, à six heures du matin, les forces policières faisaient irruption au domicile de trois militants syndicalistes guadeloupéens et les conduisaient aussitôt à la maison d'arrêt de Pointe-à-Pitre où ils sont depuis détenus.**
**La justice coloniale française reproche à René Chicate, responsable de l'Union des paysans pauvres de Guadeloupe (UPG),à Serge Pontout, responsable du conseil de ce même syndicat, et à Lucien Gayadine, d'*« atteinte à la liberté du travail »*. Cette vague d'arrestations intervient alors que la situation économique et sociale est plus catastrophique que jamais pour le peuple guadeloupéen.**

*Lors d'une manifestation les années passées à la Guadeloupe.*

Les tentatives des colons français pour liquider le secteur de la canne à sucre datent de 1977. De larges mobilisations populaires s'étaient produites à l'époque contre ce projet visant à remplacer tout le secteur sucrier de l'Ile par une industrie bananière.

C'est le colonialisme qui a imposé dans l'Ile la culture de la canne à l'époque de l'esclavage. C'était, à l'époque, une industrie très juteuse, la main-d'œuvre ne coûtant pas cher. Aujourd'hui, c'est le même colonialisme qui décide de supprimer la canne et d'imposer la banane et, à un moindre degré, l'ananas. Pourquoi ?

Principalement pour des raisons de rentabilité : la concurrence est très vive sur le marché du sucre. Les propriétaires de plantations ont souvent partie liée avec les sucriers français qui utilisent la betterave, plus intéressante d'un point de vue capitaliste. D'autre part, la production de bananes est plus rentable pour eux. La Guadeloupe dispose, au sein des accords internationaux, d'un quota d'exportation de bananes qui est loin d'être atteint, et surtout la banane nécessite beaucoup moins de main-d'œuvre. Les répercussions sur l'emploi, ça ne les concerne pas.

### CONTRE LES LUTTES

Une autre raison qu'ont les colonialistes français pour s'attaquer au secteur sucrier, c'est l'ampleur des luttes qui touchent ce secteur, et ils le disent eux-mêmes. Depuis sept ans, pas une seule récolte n'a eu lieu sans qu'elle soit l'occasion pour les ouvriers agricoles et les petits paysans surexploités de traduire leur misère dans des luttes de grande ampleur. L'Union des travailleurs agricoles et l'Union des paysans pauvres de Guadeloupe ont d'ailleurs toujours été à la tête du mouvement. C'est pourquoi ce sont eux qui sont les premiers visés aujourd'hui.

La récolte de canne, cette année, n'a même pas été achevée. Les capitalistes industriels, qui possèdent les usines et les grandes plantations, ont laissé des milliers de tonnes pourrir sur pieds (dans les communes de Sainte-Rose et du Moule). Certains d'entre eux sont allés jusqu'à se débarrasser en cachette d'une bonne partie de leur récolte, en jetant « en cachette » des de tonnes de canne sur la route (300 tonnes sur la route du Lamentin). En outre, les capitalistes-usiniers ont attribué aux petits paysans qui venaient apporter leur production des taux de richesse en saccharine anormalement bas, allant de 0 % à 5 %. Ceci afin de les dégoûter définitivement de produire de la canne. Toutes ces manœuvres sont, bien entendu, placées sous le haut patronage de Paul Dijoud, notre ministre des colonies.

### UN PLAN DE CHOMAGE

Les capitalistes de la SAG (Société agricole de la Guadeloupe), après avoir fait appel à la Compagnie fruitière (multinationale de fruits et légumes), ont maintenant décidé de transformer trois mille hectares de canne dans la région du Lamentin en culture de bananes et d'ananas. Ceci a pour conséquence immédiate la mise au chômage de centaines de travailleurs agricoles, la ruine des petits paysans de la région et la fermeture de nouvelles usines.

Depuis plusieurs mois, d'autres provocations des autorités colonialistes ont entrainé la riposte des travailleurs guadeloupéens.

C'est, à la pointe Jarry, le projet de « conteneurisation » du fret. Ce projet doit entrainer la perte du travail de centaines de dockers et la disparition de tous les petits transporteurs indépendants, et ce, au plus grand profit des trusts.

C'est, dans l'enseignement, l'arbitraire du recteur Doumenge et la mise au chômage de nombreux maitres-auxiliaires alors que les classes sont surchargées. C'est la fermeture prochaine de l'École normale. C'est, surtout cete année, l'arrivée massive de quelques 167 enseignants français alors que les enseignants guadeloupéens sont, pour beaucoup, sans poste.

### L'HEMORRAGIE

C'est, sur le plan général, l'aggravation de la misère et du chômage, l'hémorragie de la jeunesse guadeloupéenne vers la France, la pénétration massive de Français dans l'Ile, Français qui s'installent partout, achètent des terres, construisent des villas...

C'est à la suite d'actions contre ces tentatives de liquidation et contre ces provocations que les trois syndicalistes guadeloupéens se retrouvent aujourd'hui dans les geôles du colonialisme. Des manifestations réunissant plusieurs milliers de personnes ont déjà eu lieu depuis pour exiger leur libération, d'autres sont prévues.

Les étudiants guadeloupéens en France, pour leur part, en appellent au soutien de tous les anticolonialistes et à tous les amis du peuple guadeloupéen pour qu'ils le soutiennent face à la répression coloniale et dans sa lutte pour l'indépendance nationale.

*Serge FOREST*
*D'après l'Association generale des Étudiants guadeloupéens.*

*Lors du congrès du CNJA, qui s'est tenu dernièrement, le délégué de la Guadeloupe a fait des révélations particulièrement intéressantes. Il a ainsi révélé que 50 % de la surface agricole appartenaient à cinq grosses sociétés capitalistes dont la Compagnie fruitière de Marseille du groupe Empain et une autre appartenant à personne d'autre qu'à Dijoud lui-même, Dijoud le ministre des colonies.*

*On comprend qu'il suive de très près l'intérêt des grosses compagnies.*

## Enquête

*On se souvient que l'an dernier, lors de l'enlèvement et de l'assassinat d'Aldo Moro, Moscou avait tenté d'accréditer la thèse du « complot maoïste ». Dans la même lignée et remontant un peu plus loin, un journaliste soviétique s'efforce actuellement de démontrer que ce sont les Chinois qui ont fait tuer... Jonh Kennedy, en 1963, à Dallas.*

*Encore quelques recherches et l'Agence Tass sera en mesure de nous révéler que c'est un Chinois qui a cassé le vase de Soissons.* *S.F.*

Contre la loi des 5%

# 57 000 ouvriers anglais en grève

**Cinquante-sept mille ouvriers des usines Ford en grève, voilà la réponse de la classe ouvrière anglaise à la politique d'austérité du gouvernement.**

Dès lundi, trois mille ouvriers de l'usine de Dagenham, dans la banlieue de Londres, votaient la grève illimitée en assemblée générale. Déjà des grèves spontanées avaient éclaté la semaine dernière dans les usines de Halewood, Swansea, Daventry et Basildon. Aujourd'hui, c'est toujours les usines du trust Ford qui sont touchées.

Les ouvriers revendiquent tout simplement des salaires décents. En effet, le gouvernement britannique a décidé que les salaires ne pourraient pas augmenter de plus de 5 % par an.

Quant aux dirigeants syndicaux du TGWU (le syndicat des Transports), ils se décidaient finalement à lancer un appel officiel à la grève, en raison des réactions très vives de leur base et des grèves spontanées qui avaient déjà éclaté sans leur appel. Rappelons qu'il y a seulement deux semaines, les dirigeants du TUC, centrale syndicale regroupant les différentes branches, avaient salué « l'action sociale » du gouvernement et menacé les ouvriers de la British Leyland en grève de les exclure du syndicat s'ils continuaient leur lutte.

### DES POSITIONS DURES

Du côté de la direction et du gouvernement, on multiplie les prises de position « dures » pour tenter de faire reculer les grévistes. C'est ainsi que le secrétaire d'État au Trésor a déclaré : *«Je peux assurer les travailleurs de Ford et d'ailleurs qu'il n'est pas question de revenir sur les 5 %. Le gouvernement restera inébranlable sur ce principe parce qu'il pense qu'il est juste. »*

Mais toutes ces arguties ne convaincront pas les grévistes de la justesse de cette mesure, surtout quand les profits de Ford ont doublé de 1976 à 1977 et que le « salaire » du PDG de Ford en Grande-Bretagne est passé de 30 457 livres à 54 843 livres. Sans être très fort en math, il semble bien que l'augmentation maximum de 5 % n'ait pas été respectée ! Soit dit en passant, un ouvrier qualifié gagne, lui, 80 livres par semaine, soit moins de 3 000 F par mois. On comprend que les cinquante-sept mille grévistes de Ford ne sont pas prêts à accepter n'importe quoi.

**l'humanité rouge**

L'Humanité rouge
Pour toute correspondance
BP 61 75861 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tél : 205 51 10
Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson – Front ouvrier : Gilles Carpentier – International : Annie Brunel.

## DANS L'ACTUALITE

Grève à la SNCF, dans la sidérurgie, la navale, à Somer (Fos), à Air France, dans les écoles

# *Le mécontentement s'étend*

Depuis le début du mois, les luttes ont pris un nouvel essor et montrent que les préoccupations des travailleurs s'orientent de plus en plus sur l'emploi.

C'est nouveau, même par rapport aux luttes du printemps orientées encore souvent sur les salaires et le pouvoir d'achat.

L'ampleur du mouvement des sidérurgistes lorrains, en début de semaine (25 000), a montré la volonté des travailleurs de garder leur emploi et de se battre contre le plan de restrucutration de la sidérurgie.

Le secteur de la navale, lui aussi, reste mobilisé, dans la région marseillaise en particulier, après la manifestation de Toulon, lundi. Le travail a bien repris dans deux établissements du groupe Terrin, à la suite du vote à Sud-Marine et à la SAM, mardi matin, mais les travailleurs de la SAM dont l'emploi est maintenu ont débrayé mardi après-midi à l'annonce officielle du licenciement de 70 travailleurs d'Oliva, autre établissement du groupe Terrin. Ils montrent ainsi leur détermination à se battre pour une solution globale qui maintiendrait l'emploi dans la navale marseillaise.

Par ailleurs, d'autres luttes se développent dans la région : outre la grève qui s'est déclenchée, vendredi dernier, dans une autre entreprise de la navale marseillaise, la CMR, contre des réductions d'horaires non-payées, les 7 000 travailleurs de la Solmer, à Fos-sur-Mer, ont arrêté le travail lundi soir et occupé l'usine. Ils réclament la création d'une cinquième équipe pour les feux continus. Les marins occupent « le Concorde », à Marseille, et le « Pierre Guillaumat » au Havre, contre les pertes d'emplois liées à la vente par ELF de petits pétroliers. De leur côté, les hôtesses d'Air-France, ont entamé une grève de 48 h pour exiger des effectifs supplémentaires.

Dans le secteur public, les cheminots ont, eux aussi, engagé la lutte : en Normandie, une grève-surprise a éclaté mardi sur les lignes Paris-le-Havre et Paris-Caen-Cherbourg et quatre jours de grève sont annoncés à partir de dimanche pour protester contre les suppressions d'emploi.

La rentrée scolaire s'est, elle aussi, accompagnée de nombreuses luttes pour la création de postes : plus de 250 lycées et collèges sont aujourd'hui en grève ; les professeurs de gymnastique ont manifesté mardi après-midi et refusent les heures supplémentaires qu'on leur impose. Et à Saint-Denis, une lutte est engagée contre la fermeture d'un IUT.

Dans toutes ces grèves, des milliers de travailleurs sont mobilisés, mais le mouvement reste encore dispersé du fait des positions attentistes des leaders syndicaux qui ont remis au trimestre prochain la possibilité d'une riposte d'ensemble.

Mercredi et jeudi, réunion du Comité central du PCF

# Quand les scores sont en chute

Le Comité central du PCF s'est réuni ce mercredi. A l'heure où nous mettons sous presse, nous ne connaissons encore ni le rapport de Fiterman, ni le contenu de la conférence de presse de Marchais. L'ordre du jour annoncé était *« la lutte contre la politique de chômage, de régression sociale et d'intégration européenne du grand capital et du pouvoir giscardien »*. C'est tout un programme... mais ce n'est pas le souci qui agite ces jours-ci les dirigeants du PCF. Ce qui les remue, c'est l'effondrement électoral de leur parti aux législatives partielles.

Le déclin électoral du PCF en cette rentrée 1978 ne peut être caché si on regarde tout simplement les résultats obtenus dans le Pas-de-Calais, puis en Moselle, puis à Paris.

### C'EST PAS MOI, C'EST LUI

Devant cette évidence, la tactique des porte-parole officiels de la ligne Marchais est d'accuser tout le monde. Les sommets ont été atteints avec la candidature Perlican à Paris XIVe : plainte contre le RPR, campagne effrénée contre le PS, dénonciation tous azimuts de la presse de tous bords, écrite, parlée ou télévisée, bref, le thème de la *« campagne anticommuniste »*, repris en grand. Ces grandes colères lancées durant la campagne de Perlican n'ont pas empêché qu'elle perde 3 % des 22 % de suffrages qu'elle avait eu au premier tour de 1973 ; comme cette chute n'a pas empêché non plus les dirigeants du PCF de persister dans la même tactique de « feu à volonté sur tout ce qui bouge », après la défaite de leur candidate.

Développant l'idée *« c'est pas ma faute à moi, c'est sa faute à lui »*, *l'Humanité* analyse ainsi la défaite de Perlican dimanche : *« Les deux scrutins* (Nancy et Paris) *témoignent d'une volonté accentuée de changement. »* Bien, mais alors pourquoi le PCF « Parti du changement » a-t-il reculé ? *« Le vote plus fort contre les représentants de la majorité au pouvoir ne signifie pourtant pas nécessairement un progrès de la même importance de la conscience des conditions indispensables au changement. »* Qu'en termes choisis, cela est dit ! Traduit en langage plus clair, c'est accuser les électeurs de ne rien comprendre à la politique : les gens sont cons, voyez-vous...

### COINCÉS

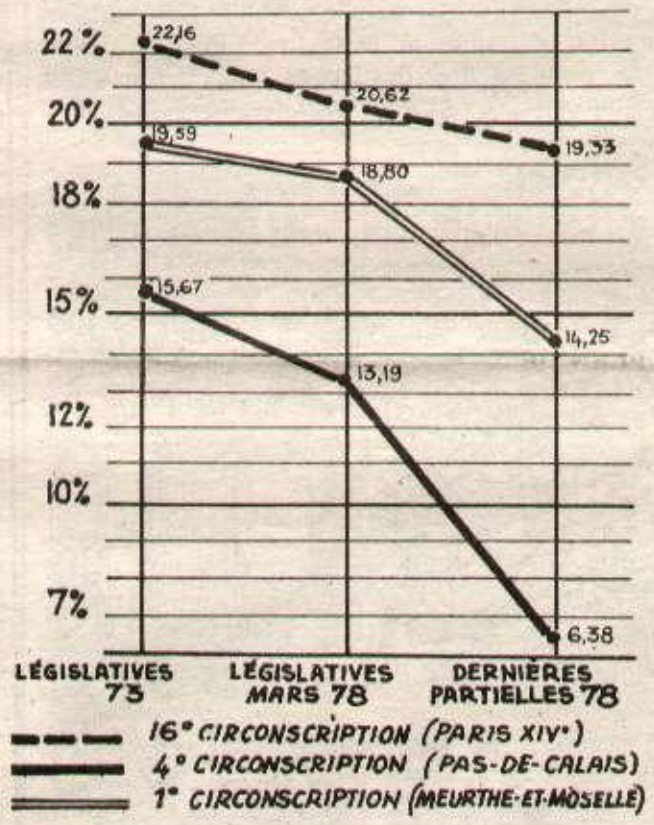
De telles dérobades, un tel mépris et une telle hargne ne satisfont plus du tout les militants de base du PCF. D'autant plus qu'il y a de quoi se poser des questions sur la ligne et la tactique elle-même : après avoir dénoncé le PS comme du poisson pourri au premier tour, il faut bien ensuite, dans chaque élection, se désister pour lui au second tour. Attitude bien peu reluisante qui consiste à attribuer malgré soi à l'élection de députés socialistes.

Le Comité central ne pourra éviter de s'empailler sur tout cela. Le PCF peut-il continuer à s'isoler de cette manière, à perdre des suffrages avec une telle ardeur ? Mais s'il veut en revenir à une alliance ou à un type d'alliance avec le PS, comment le peut-il aujourd'hui sans se discréditer ? D'un côté comme de l'autre, les dirigeants du PCF sont coincés.

Et même s'ils revenaient, dans les semaines à venir ou au XXIIIe congrès, sur leur tactique électorale face au PS et tentaient de refaire l'Union de la gauche sous une forme ou une autre, cela ne pourrait suffire à résoudre les inquiétudes de fond des militants de base : si le seul résultat du « combat pour l'union », mené depuis des années, est celui que l'on peut voir depuis mars 1978, n'est-ce pas que quelque chose est faussé dans la stratégie elle-même, la ligne fondamentale elle-même ?

Présentant, mardi, devant la presse, son livre *« Le PCF comme il est »*, Paul Laurent devait dire : *« Les communistes sont capables de porter un regard critique sur leurs activités. »* Que les vrais communistes soient capables de vraies autocritiques, c'est évident, c'est même une de leur caractéristique ; mais que le Comité central du PCF le soit, la preuve a mille fois été faite que non dans la mesure où, à chaque échec, correspond non pas une autocritique mais une pirouette et la fuite en avant dans le même sens.

*Philippe LECLERC*




*Les résultats électoraux du PCF lors des trois élections législatives partielles de ces dernières semaines. Comparaison des pourçentages de suffrages exprimés recueillis lors du premier tour. (Source :* Le Matin*)*

*Georges Marchais lors d'une réunion du Comité central du PCF.*

## Evasion de capitaux et cerveau en fuite

Deux hauts-fonctionnaires des impôts viennent d'être écroués : ils avaient fait passer à l'étranger, en Suisse comme il se doit, trois milliards anciens de francs.

Ils bénéficiaient pour ce faire de l'aveugle complicité d'un directeur de banque, de l'aide d'un directeur d'agence commerciale qui faisait passer dans sa rubrique « bénéfice » l'argent détourné et transféré ensuite de l'autre côté des Alpes.

Le « cerveau » de l'affaire (il y en a toujours un) est en fuite (c'est souvent le cas). Il s'agit d'un dénommé Larédo qui avait, pour réaliser cette affaire, monté de toute pièce une société bidon, la CCE. Ce Larédo a un mandat d'arrêt international lancé contre lui, il semblerait qu'il ait passé la frontière et coule à l'étranger des jours heureux. Avec trois milliards, cela doit être possible !

Petit détail non négligeable à nos yeux, ce « cerveau » était aussi directeur scientifique d'une société de l'Omnium Technic Holding, la Bétex. Or cet Omnium Technic Holding est lié au groupe bancaire Paribas, soutien actif de Giscard d'Estaing. C'est à ce moment de l'histoire que les milieux politiques rencontrent la maffia internationale, par banques interposées.

Nicaragua

## Constitution d'un gouvernement provisoire

Le porte-parole du Front sandiniste de libération du Nicaragua qui effectue actuellement une tournée d'information en Europe a annoncé que l'opposition démocratique du pays s'est mise d'accord sur la constitution d'un gouvernement provisoire. Ce gouvernement composé des différentes forces politiques qui luttent contre la dictature de Somoza est présidé par Sergio Ramirez Mercado, membre du « groupe des douze », soutenu par le Front sandiniste. Le représentant du Front a souligné que *« la constitution d'un gouvernement provisoire où seraient intégrés les différents secteurs de l'opposition ayant participé de façon décisive à la chute du régime constituait une étape préliminaire »*.

A l'intérieur du pays, les massacres de civils se poursuivent. Mais les forces du Front sandiniste bénéficiant de l'appui de la population ont pu se retirer des villes et gagner les campagnes.

## 30 syndicalistes argentins ont été arrêtés

Trente responsables syndicaux argentins ont été arrêtés par la police au nord de Buenos-Aires, alors qu'ils tenaient une réunion.

Déjà, au cours du mois d'août, de nombreux syndicalistes, ouvriers, employés, enseignants ainsi que deux dirigeants du Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine avaient été arrêtés.

Depuis la fin du « Mundial », le nombre des disparitions d'élève à plus de 500.

Dans un communiqué publié le 20 août, le Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine demandait à toutes les organisations de défense des droits de l'homme institutions politiques, syndicales, internationales, religieuses, gouvernementales d'intervenir auprès du gouvernement argentin.

En France, nous devons, nous aussi faire campagne pour développer et étendre la protestation, en particulier dans nos sections syndicales.

## Aujourd'hui comme hier

# *Les sidérurgistes face aux barons de l'acier*

La reprise en main de la sidérurgie, c'est en premier lieu les licenciements qui menacent de frapper essentiellement la Lorraine. C'est en même temps l'intensification de l'exploitation (dégradation des conditions de travail, des salaires) pour ceux qui restent. C'est ce que l'on peut voir à Usinor-Dunkerque par exemple. C'est ainsi que l'État-maître de forges compte rendre compétitive la sidérurgie française. La France qui y gagne, selon le mot de Giscard, n'est évidemment pas celle des travailleurs. Quant aux hommes qui vont diriger l'opération, ce sont des proches du président et qui ont déjà fait leurs preuves ! Bien sûr, les dynasties qu'ils remplacent, les de Wendel, étroitement liés au RPR, y perdent quelques plumes !

Les sidérurgistes, eux, ont montré lundi, en participant au mouvement de grève avec une ampleur qui a surpris bien des syndicalistes, une forte combativité et aussi une grande solidarité : des grèves à Fos, à Dunkerque (pour la 5e équipe en particulier) sont venues appuyer celles contre les licenciements des sidérurgistes lorrains.

En Lorraine, des syndicalistes qui avaient travaillé d'arrache-pied (à la CFDT en particulier) pour mobiliser et impulser le mouvement estimaient que les conditions auraient pu être réunies pour que le mouvement s'étende et rassemble toute la Lorraine et au-delà toute la sidérurgie.

Mais ça n'est pas le souhait des directions nationales des syndicats : Chérèque l'a déclaré on ne peut plus clairement dans une interview au journal *Libération*. On sait en outre que le PCF a préféré organiser sa manifestation le lundi après-midi à Metz... Manifestation qui a réuni 500 participants et à laquelle de nombreux grévistes n'ont pas voulu se joindre, ne voulant être récupérés pour un but étranger à la grève.

Dans de tels moments, on pense aux grandes luttes du passé, en particulier celle de 1967, dernière grande lutte des sidérurgistes, dont des extraits du journal local (*Le Républicain lorrain*) de l'époque aideront à se faire une idée plus précise. La nécessité de connaitre l'histoire de sa classe, pour en tirer des leçons, voilà d'ailleurs ce qui transparait de certaines discussions de grévistes.

*Blocage d'une autoroute lors de la journée du 25 septembre.*

## Thionville, la grève de 67

Cette grève dura plusieurs semaines et les flics matraquèrent sauvagement les grévistes à Knutange particulièrement. Mais cela fut loin de faire reculer la classe ouvrière.

Le *Républicain lorrain* du 19 avril 1967 : « *Malgré l'interdiction d'effectuer une marche sur Thionville, environ 250 manifestants d'Usinor se sont présentés hier matin vers 7 h à l'entrée du rond point Merlin par la route de Metz, conduits par les principaux délégués CGT et CFDT : Arsène Hatstatt, CGT et Jean Wallerich, CFDT. Malgré la présence des gardes mobiles, les manifestants passèrent.*

Le *Républicain lorrain* du 20 avril : « *Tièdes au départ, le personnel ouvrier et employés d'Usinor Thionville est entré en action hier mercredi au cours de la matinée surtout dans les services de fabrication. Accompagnés des délégués CGT et CFDT, ils ont parcouru service après service, invitant les ouvriers du poste du matin à se mettre en grève, leur annonçant également que l'entrée de l'usine serait condamnée dans le poste de l'après-midi. Dès 10 h, d'importants piquets de grève étaient mis en place aux différents portiers, chargés de pancartes avec les slogans : « Ne passe pas ! Garantie de l'emploi ! Unis et décidés dans l'action ! ». Au portier I, c'est le calme total et pour cause,... une section de gardes mobiles veille l'arme à la bretelle ».* Puis une voiture va foncer sur le piquet et celui-ci sans l'intervention du délégué CGT Schweitzer, aurait été renversé.

Le *Républicain lorrain* du 25 avril : « *Un gréviste annonce : « Un train de minerais est arrivé de Metzange ». Aussitôt, c'est la ruée vers le passage à niveau où le train est stoppé.* »

## La situation à Usinor - Dunkerque

A Usinor Dunkerque 135 travailleurs de l'acierie ont été mutés aux quatres coins de l'usine. Certains se retrouvent à la journée voyant ainsi leur salaire fortement diminué par rapport à leur ancien poste aux feux continus.

Le haut founeau 4 ne marche pas et l'acierie doit ralentir sa production mais n'y-a-t-il pas des raisons plus profondes ?

Il y a peu de temps Usinor Dunkerque mettait fin au contrat qui le liait avec la NBRM entreprise de nettoiement provoquant ainsi le licenciement de soixante-dix travailleurs pour la plupart Comoriens.

Or maintenant, certains des gars mutés doivent effectuer le travail fait auparavant par NBRM. Usinor fait ainsi d'une pierre deux coups.

Cette compression du personnel de l'acierie n'augure rien de bon pour l'avenir, surtout quand on connait les licenciements à Denain et Trith-Saint-Léger.

De plus, le patron d'Usinor propose aux travailleurs qui réclament la cinquième équipe, les neuf demi-équipes. Qu'est-ce-à-dire !

Eh bien, la suppression du grand repos (trois jours consécutifs), un rythme de travail encore plus difficile à supporter (dans une même semaine seront les premiers jours de nuit, les autres d'après-midi par exemple), plus de vie familiale.

Et chose très intéressante pour les patrons, les travailleurs ne se trouveront plus avec la même équipe, mais l'équipe A travaillera tantôt avec la B, tantôt avec la C, etc.

Il sera plus difficile d'organiser alors la lutte dans cet immense et inhumain Usinor Dunkerque, mais les travailleurs sont bien décidés à refuser cette « aimable proposition » des patrons. C'est ainsi que les haut-fournistes se sont mis en grève dans la nuit de lundi à mardi.

*Correspondant Dunkerque*

## Les nouveaux patrons de la sidérurgie

Nous donnons ci-dessous quelques éléments d'appréciation et de biographie sur les deux nouveaux patrons de la sidérurgie. Il s'agit de Jacques Mayoux et de Claude Etchegaray.

Ces deux hommes sont tous deux connus de Giscard d'Estaing, l'actuel président de la République et pour cause ils ont été des « compagnons d'étude ».

*Jacques Mayoux* : il est âgé de 54 ans, major d'HEC (Hautes études commerciales), il a devancé Giscard d'Estaing au concours de l'inspection générale.

En 1963, il devient le grand patron du Crédit agricole qui est devenue la troisième banque mondiale sur le dos et la sueur des petits paysans. On dit qu'il a été démis en 1975 de ses fonctions pour avoir « trop bien réussi ». Ceci en dit long sur les méthodes employées.

Il s'établira à la tête de Sacilor et aura à charge de « rentabiliser » cette entreprise. La vie des travailleurs risque d'être mise à rude épreuve.

*Claude Etchegaray* : il est âgé de 55 ans. Il est de la même promotion que Giscard d'Estaing à Polytechnique.

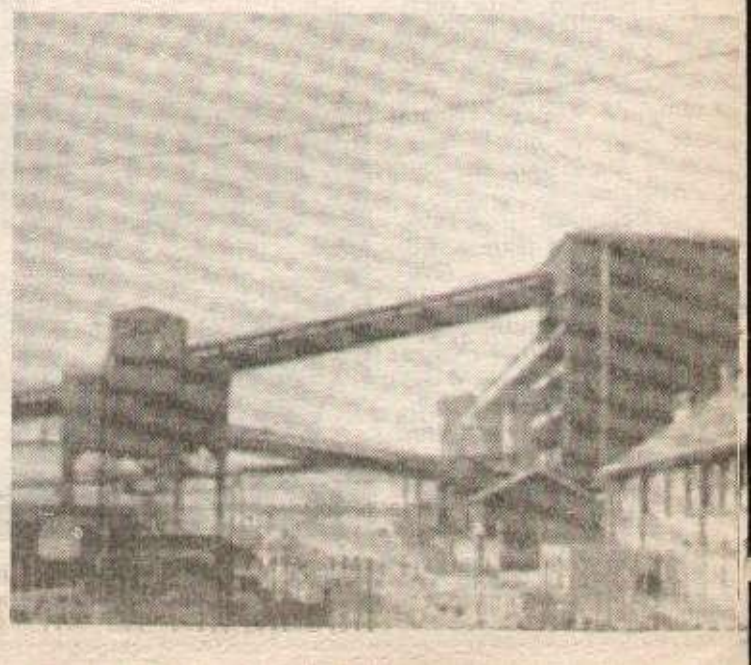
Sa carrière il l'a fait à LMT (Le matériel téléphonique), alors filiale d'ITT, le trust américain. En 1972, il en devient le président. En 1976, LMT sera vendue par ITT à Thomson.

Ensuite, on le retrouve à Chiers-Châtillon (sidérurgie) en pleine restructuration. Il arrête la construction de l'aciérie de Neuves-Maisons (170 milliards de centimes payés par le contribuable).

On le retrouve à la tête d'Usinor. Pour lui, comme dit le journal *l'Express*, « *le succès se mesure au bénéfice, non au chiffre d'affaires* ». L'*Express* conclut la biographie de cet homme ainsi : « *La tâche qui l'attend promet d'être rude. Il devra retailler à Denain, à Trith-Valenciennes, à Longwy en particulier.* »

C'est pour les travailleurs surtout que cela risque d'être rude. Dans le Valenciennois, ce sont 13 000 emplois qui ont été supprimés depuis 1962 dans la sidérurgie. En Lorraine ce sont plus de 10 000. L'arrivée d'Etchegarray et les propos qu'il tient vous font froid dans le dos.

*Yves LEPIC*



## Deux grandes familles de la sidérurgie française

*Les de Wendel :* c'est une très vieille famille d'industriels de l'Est de la France. Au prix d'une exploitation féroce au cours des 19e et 20e siècles, les de Wendel se sont hissés parmi les grands de l'acier.

Ce qui nous intéresse pour l'heure, c'est de voir avec quels milieux politiques ils sont liés. Nous donnons une liste, peut-être fastidieuse, mais évocatrice et nécessaire *.

– Roger de Poulpiquet du Halgouet, ex-sénateur UNR d'Ille-et-Vilaine, décédé en 1971, arrière petit-fils du baron Théodore de Gargan et de Marguerite de Wendel.

– François Missoffe, marié à une fille de Marguerite de Wendel (2e du nom), député gaulliste de Paris de 1958 à 1961, chargé de mission du gouvernement Chirac.

– Yves Guena, marié à Oriane de La Panousse, petite-fille de Sabine de Wendel, ex-ministre des PTT, aujourd'hui président du RPR.

– Michel Debré, ex-premier ministre, l'un des barons du gaullisme, fils de Robert Debré, marié avec Élisabeth de La Panousse, petite-fille de Sabine de Wendel.

– Jean-François Poncet, fils de l'ambassadeur François Poncet, marié avec Marie-Thérèse de Mitry, fille de Marguerite de Wendel (2e du nom), PDG des établissements J.J. Carnaud et forges de Basse-Indre (dont l'État est propriétaire à 100 %).

– Geoffroy de Montalembert, sénateur RPF puis UNR-UDT de Seine-Maritime, marié à Jeanne-Marie de Maille, fille de Carmen de Wendel, devenu veuf, remarié à Odile de Wendel, fille de François de Wendel.

– On retrouve aussi la maréchale Leclerc de Hautecloque.

Le RPR et les gaullistes sont donc très liés aux de Wendel, et vice-et-versa.

Pierre Celier, président du groupe de Wendel, époux de France de Wendel, a été remplacé par Jacques Mayoux à la tête de Sacilor, ce qui constitue une défaite pour le clan de Wendel, et indirectement pour le RPR, qui n'apprécie pas beaucoup le plan de restructuration.

*Les Schneider :* ont été un concurrent direct des de Wendel. Le groupe Schneider a été pendant longtemps notre « premier marchand de canons », jusque y compris après la Seconde Guerre mondiale.

Après la Première Guerre mondiale, Schneider devient un des plus puissants groupes industriels du monde. En 1936, les usines d'armements Schneider furent nationalisées par Blum. Schneider, à l'époque, avait des intérêts dans l'ARBED (le trust belgo-luxembourgeois).

Au 1er juin 1966, Schneider devint société anonyme. Le PDG était Jean Forgeot, protégé du président Vincent Auriol et militant de la SFIO (transformé en PS).

Puis Empain (le baron) entra dans l'affaire en s'y associant avec Bolloré (papeteries). Le groupe s'appelle maintenant Empain-Schneider. Ces noms-là, Empain, Bolloré, Forgeot, nous les retrouvons derrière l'ARBED.

Schneider, c'est aussi la famille Giscard d'Estaing. Anne-Aymone, épouse de Valéry, est l'arrière petite-fille de Félicie Schneider, elle-même arrière petite-fille de Jean-Jacques Schneider, fondateur de la dynastie.

On retrouve le groupe Empain-Schneider dans Creusot-Loire, Sacilor-Sollac, Framatome, etc. Anecdote en passant : Schneider a soutenu financièrement *L'Express* et le *Front républicain* sous la 4e République. Dans ce *Front républicain*, on retrouvait Mendès-France, Guy Mollet, Chaban-Delmas... Mitterrand, *tous hommes de gauche comme il s'entend.*

*Yves LEPIC*

* Cette petite note pour donner des nouvelles de François Ceyrac, le patron des patrons. Le président du CNPF n'est pas un simple exécutant des patrons. Il est PDG de la Société nouvelle des établissements S.Y.A.M. et Dreyfus et des établissements Danois. Il est aussi, et c'est pour cela que nous nous y intéressons en ce lieu, administrateur de de Wendel et ministre du conseil de surveillance de la société De Wendel-Sidelor. Ce qui nous montre aussi les liens étroits qui l'unissent aux de Wendel.

# *«Mon ami Giscard, mon ami Brejnev, mon ami Marchais ...»*

## Interview de Jean-Baptiste Doumeng, PDG, milliardaire et membre du PCF, accordée au journal «Le Matin»

*Sans l'Union soviétique, il y a des chances que je ne serais pas devant vous aujourd'hui.*

**Selon le dernier numéro du journal *L'Économiste*, il vient de réaliser avec la Suède une tractation commerciale dont le bénéfice sera pour lui de 4 800 %. Il est l'ami intime de nombreux responsables russes, une de leurs relations commerciales privilégiées. Jean-Baptiste Doumeng est à la fois PDG aux dents longues du trust capitaliste Interagra et membre écouté du PCF.**

**Jean-Baptiste Doumeng, qui aime qu'on le surnomme « le milliardaire rouge », est membre du PCF depuis 1935. Il vient d'accorder une interview au journal *Le Matin* sur ce qui constitue le principal de ses activités et de ses ressources, le commerce avec l'URSS.**

### TOUT S'ACHETE

*« S'il s'agit de l'ensemble des impôts payés par notre groupe (Interagra), directs ou indirects, ils atteignent plusieurs milliards d'anciens francs. »* Le « communiste Doumeng » est donc un PDG heureux.

Il a aussi de bonnes relations avec le gouvernement Giscard : *« Avec l'équipe actuelle, les relations sont plus faciles pour mes activités internationales car il y a quelques hommes que je connais depuis un certain temps et avec qui une mutuelle confiance s'est établie.*

*» Il faut que vous compreniez bien que les affaires internationales se placent dans le cadre d'accords qui sont signés entre États et qu'en traitant de telles affaires, je respecte d'abord les intérêts nationaux tels qu'ils sont exprimés par la politique du gouvernement en place. »*

C'est la définition même des rapports entre l'État capitaliste et une puissante société monopoliste : aide et respect réciproques, l'État aidant les monopoles à avoir des contrats internationaux.

Autre conception typiquement capitaliste : tout s'achète aux yeux de Doumeng, même la liberté de la presse : *« Je lui (au Matin — NDLR) envoyé 5 000 F et une lettre dans laquelle je lui indiquais que je le faisais pour participer à solidifier le mouvement d'Union de la gauche et à défendre le mouvement de la coopération agricole en général. J'attends aujourd'hui une réponse à cette lettre et le premier article défendant le mouvement coopératif dans vos colonnes. »*

### SANS L'URSS

Mais d'où Doumeng tient-il sa richesse et son influence politique ? *« Sans l'Union soviétique, il y a des chances que je ne serais pas devant vous aujourd'hui. »* C'est que le « communiste Doumeng » est un des principaux partenaires commerciaux de l'URSS en France. Il est même dans le secret des dieux du Kremlin. Prenons l'exemple de l'invasion de la Tchécoslovaquie : *« Un ami qui est administrateur d'une grande firme américaine m'avait indiqué que cette dernière pourrait reconvertir les bénéfices qu'elle avait réalisés en Europe, en Tchécoslovaquie, car elle pensait que ce pays allait changer de régime. Je lui avais dit d'être prudent car je me doutais que cela ne se passerait pas comme il le pensait. Cet ami m'a depuis remercié de lui avoir donné ce conseil. »* Entre gens du même monde !

Ce qui veut dire aussi que l'URSS a, entre autres, envahi la Tchécoslovaquie non pas par *« internationalisme prolétarien »*, comme le dit la propagande officielle, mais par intérêts économiques, pour se garder le marché face aux dangers d'implantation économique étrangère.

C'est sans aucun doute en remerciement pour les services que lui fournit Moscou que Doumeng défend aussi bien les internements en URSS, le système agricole soviétique, la politique internationale et l'intervention économique russe dans le monde.

### SOUVERAIN MÉPRIS

Comment, direz-vous, un tel individu peut-il être membre d'un parti qui se dit communiste, le PCF ? Avant de laisser répondre Doumeng lui-même, précisons qu'il est évident qu'un homme qui possède autant d'argent, de relations à Paris et Moscou, doit être un homme écouté par la direction du PCF, même s'il n'a plus de titre officiel dans ce parti.

Ceci étant dit, Doumeng ne considère pas ses relations avec Giscard et Brejnev comme incompatibles avec son appartenance au PCF, au contraire même. Il y a, voyez-vous, deux classes au PCF, selon lui, les militants de base à qui on bourre le mou, les masses qui sont « terre à terre », et d'autre part une élite dont Doumeng fait partie : *« Il faut savoir que le Parti se bat pour convaincre les masses à travers une action donnée. C'est un débat terre à terre avec une part de logique et une part de propagande. Moi, c'est une affaire nationale. Et là, nous n'avons pas à couvrir tous les terrains : les jeunes, les boutiquiers, les étudiants, les chômeurs, etc. Je comprends que le Parti ait beaucoup plus de contradictions avec le pouvoir que peut en avoir quelqu'un comme moi qui travaille sur un terrain où, finalement, les capitalistes trouvent leur compte. »*

Toi qui es jeune, chômeur ou boutiquier, toi qui fais partie de ces masses que Doumeng méprise car il n'est pas de la même classe que toi, toi qui es militant de base du PCF, que penses-tu des dirigeants de ton Parti qui s'entoure d'individus comme ce Jean-Baptiste Doumeng ?

*Philippe LECLERC*

## Sixième sous-marin nucléaire

**Un sixième sous-marin nucléaire sera mis en chantier dès la semaine prochaine, telle est la décision prise lundi par Giscard qui clôt une longue polémique entre l'Élysée et le RPR.**

**En effet, le parti de Chirac exigeait depuis longtemps ce sixième sous-marin qui doit permettre à la force de dissuasion de disposer en permanence de deux sous-marins nucléaires à la mer.**

**Ce sous-marin déjà baptisé « L'Inflexible » ne sera mis en service qu'en 1985. Construit à l'arsenal de Cherbourg, il différera de ses prédécesseurs par un équipement et un armement plus moderne. Il sera en particulier équipé du missile M4, actuellement en construction, capable d'envoyer à une distance de 4 000 km sept charges thermonucléaires sur des cibles différentes. Ce sixième sous-marin viendra donc compléter le dispositif de la « force océanique stratégique » qui est actuellement la composante principale de la dissuasion nucléaire française. L'autre composante étant la force aérienne stratégique.**

**Tout le dispositif de dissuasion nucléaire de la France est actuellement tourné contre l'URSS dont la menace militaire nucléaire, conventionnelle ou navale, est permanente. C'est ce dispositif que les dirigeants du PCF, tard convertis à la force de frappe, voudraient voir devenir « tous azimuts », ce qui reviendrait à lui ôter son efficacité contre le danger russe dont ils s'évertuent à nier la réalité.**

**Dans le même temps, Bourges, ministre de la Défense présentait le projet de budget militaire pour 1979. Ce budget en augmentation de 14 % est consacré pour le tiers aux forces nucléaires. Il prévoit également l'allongement du temps de manœuvres dans les différentes armes et le renforcement en matériel nouveau de la marine nationale. Par ailleurs, les effectifs de la gendarmerie seront renforcés de 1 000 postes dont 150 emplois féminins.**

Dans notre édition datée de samedi, un grand dossier

***«40 ans après Munich, se préparer aux risques de guerre»***

Nous demandons à nos sections et régions de passer leur commande avant vendredi.

Filatures d'Ouville-la-Rivière (Normandie)

# En lutte pour vivre et travailler au pays

**Un joli vallon normand, le soleil d'un été tardif. Mais pour les habitants d'Ouville-la-Rivière, une question brûlante : où travailleront-ils demain ? Car la filature où travaillaient 633 personnes est menacée de fermeture.**

Un petit atelier de filage avait été installé en 1870. Après-guerre, un nommé Écrepont, l'avait racheté. Sachant faire du profit sur le dos de ses ouvriers, il avait agrandi l'usine. En 1974, le personnel comptait 776 employés. A partir de cette année-là, la crise fit sentir ses effets et commencèrent mises à la retraite anticipée et compressions d'effectifs.

On savait donc que cela n'allait pas très fort mais, le 25 août, vers la fin de leurs vacances, les ouvriers apprennent (et par le journal !) qu'Écrepont démissionne. L'ancien actionnaire majoritaire qui contrôlait le conseil d'administration grâce à sa famille est remplacé par un administrateur provisoire : Jassagnon.

Depuis ce moment, le personnel et son syndicat CGT se bagarrent avec l'administration, puis le syndic, les pouvoirs « dits publics », le LCBB (Comité Cebebrel chargé de l'implantation d'emplois industriels) pour garder leur travail.

Jusqu'à présent, la seule proposition du syndic a été de licencier :

- 233 licenciements dans un premier temps à choisir par le syndicat !
- Liquidation du reste, les lettres étant envoyées dans un deuxième temps.

La seule proposition de maintien d'emplois concernait un seul atelier, TDS, qui fabrique du synthétique.

Réunis en assemblée générale, les travailleurs ont rejeté avec colère ces propositions. Provisoirement, ils ont décidé de continuer la production pour débloquer la situation. Ils ont pris un certain nombre d'initiatives pour faire connaitre leur lutte, obtenir la solidarité et pousser à la roue eux-mêmes pour trouver un patron.

Le samedi 9 septembre, une bonne partie de la boite s'est installée sur la place de Dieppe et a fait fonctionner un métier à filer. En même temps, des chutes de tissu étaient proposées pour développer la solidarité financière.

Le dimanche 17, ils ont organisé une journée « portes ouvertes » dans l'usine. Des visites guidées et commentées des ateliers ont eu lieu. Chacun pouvait lire des panneaux explicatifs et se restaurer à la buvette. Ces deux actions ont eu un grand succès : plusieurs milliers de personnes informées à chaque fois.

Mardi 19, huit cars et le « char » qui supporte le métier à filer ont défilé dans les rues de Rouen pour soutenir une délégation à la préfecture. Le préfet n'a pas dit grand chose !

Pour l'instant, la seule possibilité de rachat de l'usine serait celle d'un industriel, Batista, qui possède déjà treize usines en France. Un table ronde doit avoir lieu, notamment avec lui, le mardi 26 septembre à la préfecture de Rouen.

Un dernier mot pour signaler que la situation n'est pas tragique pour tout le monde. Le dénommé Écrepont, ex-PDG des filatures, n'a pas de souci à se faire : il a encore des bureaux à Tanger et Rabat, une propriété et une usine en construction au Maroc.

Développons la solidarité de classe autour des fileurs.

# Première victoire des travailleurs de la CIB à Montpellier

*Première victoire à la CIB de Monpellier ; les ouvriers ont reçu intégralement leur paye de juillet et août. Mais la lutte doit continuer plus que jamais car le patron vient de déposer son bilan : 250 ouvriers mis à la porte à Montpellier ; 900 pour la région ! Une coordination entre Toulouse, Cannes et Montpellier doit se faire prochainement.*

*Les travailleurs Français et immigrés de la CIB occupent toujours le siège de la société.*

*photo prise devant la cathédrale de Montpellier occupée par les ouvriers.*

*Correspondant HR*

# Déclaration commune du Parti communiste marxiste-léniniste et de la Ligue communiste autrichienne (KBO)

Les 19 et 20 septembre ont eu lieu à Paris des discussions entre des délégations du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste et du Comité central de la ligue communiste autrichienne. Tant la situation internationale que les questions du mouvement marxiste-léniniste international et la situation en France et en Autriche furent abordées à cette occasion. Il y eut une large unité de vue sur toutes les questions importantes. Suite à leurs discussions, les délégations constatent ce qui suit :

Les deux organisations luttent pour la révolution socialiste, c'est-à-dire pour le renversement de la bourgeoisie monopoliste et pour l'instauration de la dictature du prolétariat dans leur pays respectif. Ce faisant, elles lient la lutte contre leur propre bourgeoisie monopoliste à la lutte contre les deux superpuissances, les ennemis principaux des peuples du monde, et en particulier contre le social-impérialisme soviétique.

Les deux organisations considèrent la théorie des trois mondes élaborée par Mao Tsé-toung comme la ligne de classe du prolétariat international et comme l'orientation stratégique pour mener avec succès la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonisme. Les deux organisations luttent pour la constitution du plus large front antihégémonique international contre les deux superpuissances, et en particulier contre le social-impérialisme russe, et pour la participation à ce front des pays du second monde (dont la France et l'Autriche font partie). Elles soutiennent l'union de l'Europe de l'Ouest dans la lutte contre les deux superpuissances.

Les deux organisations se félicitent de la conclusion du traité de paix sino-japoanis et du voyage de Houa Kouo-feng en Roumanie, en Yougoslovie et en Iran, qu'elles considèrent comme des contributions importantes à l'édification d'un front uni mondial antihégémonique.

Les deux organisations considèrent la pensée-maotsétoung comme une partie importante des fondements idéologiques du mouvement marxiste-léniniste international. Actuellement, on ne peut pas être pour le marxisme-léninisme et contre la pensée-maotsétoung, de même qu'on ne peut pas être pour le marxisme et contre le léninisme. Les deux organisations défendent la pensée-maotsétoung contre les attaques révisionnistes de toutes espèces, et elles s'efforcent de lier les enseignements généraux du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung à la pratique concrète de la révolution dans les deux pays.

Les deux organisations condamnent résolument les attaques et les calomnies des dirigeants du PTA contre le PCC, contre Mao Tsé-toung et Chou En-lai, ainsi que contre les dirigeants actuels du PCC, en particulier contre Houa Kouo-feng. Ces attaques servent les intérêts des sociaux-impérialistes soviétiques et portent gravement atteinte à la cause de la révolution mondiale, de la libération nationale et sociale des peuples, de la lutte des pays pour l'indépendance nationale et de la paix.

Les deux organisations condamnent la politique agressive et expansionniste des dirigeants vietnamiens, derrière lesquels se tient nul autre que le social-impérialisme soviétique, qui veut transformer le Vietnam en un « Cuba asiatique » et toute l'Indochine en une colonie à lui. Elles condamnent la politique antichinoise de la direction vietnamienne, sa politique à l'égard des ressortissants chinois et ses actes d'agression contre la République populaire de Chine. Elles condamnent résolument les agressions vietnamiennes contre le Kampuchea.

Les deux organisations déclarent qu'elles font et feront encore plus pour soutenir la lutte héroïque du Kampuchea démocratique pour la défense de la révolution, de la patrie socialiste, sous la direction du Parti communiste du Kampuchea et de son secrétaire Pol Pot, pour dire la vérité à leurs deux peuples sur cette lutte, et le mobiliser pour la soutenir.

Les deux organisations renforceront à l'avenir leur coopération internationaliste prolétarienne. Elles se soutiendront mutuellement selon leurs forces dans leur lutte révolutionnaire, elles lutteront la main dans la main contre les deux superpuissances et avant tout contre le social-impérialisme soviétique, contre les réactionnaires ainsi que contre le révisionnisme moderne.

Paris, 20 septembre 1978.

# Entrevue de Jacques Jurquet avec Teng Ying-tchao

**Le 21 septembre, Teng Ying-tchao vice-présidente du comité permanent de l'Assemblée populaire nationale a rencontré la délégation du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste, conduite par son secrétaire général Jacques Jurquet. Assistait également à l'entretien, Yeng Hsuian, chef-adjoint du département de liaison internationale du Comité central du Parti communiste chinois.**

La situation dans l'académie de Rouen

# *Dure rentrée pour le recteur*

Samedi 23 septembre trente établissements étaient en lutte directe contre l'académie de Rouen. Ces luttes ont des formes différentes : grève d'un jour, reprise des cours, grève à nouveau etc.

La participation des lycéens est très importante. La semaine dernière 6 à 700 lycéens de Jeanne d'Arc et du lycée des Bruyères ont manifesté dans Rouen.

Mardi la grève est décidée à la base dans différents établissements, une douzaine font grève.

Les revendications portent sur deux points :

– Action sur les effectifs

– Lutte pour le réemploi des maitres-auxiliaires et créations de postes.

Au CES Claude-Bernard (Grand Quevilly) il y a eu grève dès la rentrée pour le réemploi de deux maitres-auxiliaires et pour un poste de surveillance.

Mardi 26, les enseignants continuent la lutte en solidarité avec les lycées voisins, puisqu'ils ont obtenu que deux maitres-auxiliaires soient nommés.

Le rectorat a aussi reculé devant la détermination des enseignants du lycée Jeanne-d'Arc. Là une classe a été ouverte et à Grand-Couronne, au CES, deux maitres-auxiliaires ont été renommés ainsi qu'un membre du personnel.

Dans cette académie, la grève des professeurs d'éducation physique a été fortement suivie, puisque sur les 600 professeurs de gymnastique, 575 ont fait la grève. C'est-à-dire 95,8 %. Ces luttes victorieuses sont encourageantes, néammoins il reste encore 200 maitres-auxiliaires sur l'académie de Rouen qui n'ont pas eu de poste cette année.

Au lycée Clémenceau de Villemomble

## L'infirmerie utilisée comme salle de cours !

Actuellement le lycée Clémenceau de Villemonble comprend 1 130 élèves alors qu'il est conçu pour en recevoir 900.

Des classes de seconde et de première comptent jusqu'à quarante élèves, alors que les classes ne peuvent en contenir que trente-cinq (pas un de plus). Le foyer, la bibliothèque, l'infirmerie sont utilisées comme salle de cours ! Le nombre des élèves en terminale se monte à trente-trois, des conditions idéales pour préparer le bac !

Il manque 16 professeurs, ce qui fait 279 h 30 de cours non-assurées chaque semaine ; parmi les postes non-pourvus, il y a des heures d'éducation physique et les heures facultatives.

Mardi 25, parents, professeurs, lycéens, lycéennes, nous nous sommes rendus au rectorat de Créteil (94). Le recteur n'a pas voulu nous recevoir, toutefois nous avons obtenu un professeur et un demi-poste d'anglais.

Cercle JCMLF de Chelles.

Ille-et-Vilaine

*A Mélesse, les parents ont décidé le boycott des cars scolaires : on voulait mettre 78 élèves dans les cars de 55 places.*

Seine-Saint-Denis (Région Parisienne)

Le mouvement revendicatif des lycées est parti du lycée Jean-Jaurès à Montreuil, qui est en grève depuis la rentrée ; les classes de seconde comptent jusqu'à quarante élèves et les terminales de 35 à 36 élèves.

Les enseignants, les parents d'élèves et les élèves exigent la création de deux classes de seconde AB et le rétablissement des terminales C et B.

A Aulnay et la Courneuve, les enseignants sont en grève depuis le 28 septembre pour la réintégration des maitres-auxiliaires.

A Drancy, une grève tournante a lieu, une fois par semaine, le 26, une opération « portes ouvertes » est prévue pour exiger la création d'une classe de seconde et de terminale.

A Noisy-le-Sec, les parents d'élèves et les enseignants se sont mobilisés pour que les cinquante élèves qui sont sur une liste d'attente trouvent une classe et que les classes de seconde qui comptent déjà quarante élèves soient déchargées.

Aux CET Condorcet à Montreuil, et Thimbault à Aubervilliers, les élèves luttent pour la réintégration des maitres-auxiliaires et pour une augmentation des effectifs du personnel.

Correspondant Humanité rouge.

Académie de Nantes

Situation des maîtres auxiliaires

## Enseigner le travail du bois avec une licence d'histoire-géo

Il y a volonté délibérée de l'Education nationale de contraindre les maitres-auxiliaires de renoncer à travailler.

– On les envoie systématiquement à l'autre bout de l'académie pour les décourager ; ceux qui habitent à Nantes sont nommés dans la Sarthe ; avec tous les problèmes de logement, de transport, de famille (pour le enfants en particulier) ; beaucoup refusent ces postes... et n'ont plus droit à aucun emploi.

– On les nomme dans des disciplines très différentes de leur spécialité (licencié en géographie sur poste de travail du bois et du fer).

– On conseille aux maitres-auxiliaires, non encore nommés, de s'inscrire au chômage. De nombreux postes ou demi-postes ne sont pas pourvus et le rectorat prétend qu'il n'y a pas d'enseignants dans les matières déficitaires afin d'encourager les chefs d'établissement à résoudre les problèmes à l'aide d'heures supplémentaires !

Ainsi, à Rezé, quinze heures de français ne sont pas assurées au lycée alors que deux maitres-auxiliaires de français au CES Petite-Lande ne sont pas nommmés !

Enfin, des vacataires remplaceront les enseignants en congés de maladie. Ils seront nommés pour trois mois seulement et renvoyés ensuite. Le rectorat préfère même nommer trois vacataires pour remplacer un enseignant en congé de longue maladie et dont il sait qu'il sera absent tout l'année plutôt qu'un seul maitre-auxiliaire.

Ainsi, au LEP Albert-Camus, l'année dernière, sept vacataires se sont succédées sur un poste de dactylo. Inscrites à l'ANPE, ces vacataires n'avaient jamais enseigné.

Val d'Oise (Région Parisienne)

## 50 écoles occupées

Non seulement le ministre de l'Éducation nationale n'a toujours pas répondu à la demande d'ouverture de 37 classes, mais il menace de fermer quinze classes qui fonctionnent normalement.

Il refuse d'appliquer la norme de 25 élèves par classe. Au cours préparatoire et au cours élémentaire, les enfants sont entassés à présent à 35 par classe.

Des délégations multiples ont eu lieu à Argenteuil, Eragny, Ermont, Marly-la-Ville, Gonnesse, Villiers-le-Bel, etc.

Près de 50 écoles sont occupées par les parents, dont celle de la cité des Carreaux à Villiers-le-Bel. Les parents ont occupé l'école, mais l'inspecteur d'académie a appelé les flics.

A l'occasion de la parution de L'Humanité Rouge en tant qu'organe central du P.C.M.L
Abonnements spéciaux pendant une durée de 1 mois: 15 francs l'abonnement de 1 mois

PRENEZ CONTACT avec

**Le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML)**

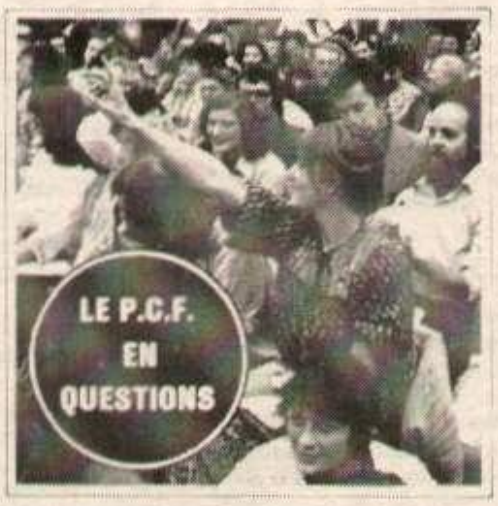
Nom : .....

Prénom : .....

Adresse .....

Code postal : .....

Revue théorique et politique **Prolétariat**




Le dernier numéro de *Prolétariat* est paru.
Prix 14 F
Passez vos commandes à *Prolétariat* – BP 320 13213 Marseille Cedex 1
CCP – 2130 89 H (Marseille)

Paris

**A l'occasion du 18e anniversaire de la fondation du Parti communiste du Kampuchea :**
**DEUX JOURNÉES COMMÉMORATIVES auront lieu le samedi 30 septembre et le dimanche 1e octobre**
**De 9 h 30 à 23 h**
**au 32, rue Olivier Noyer – Paris 14e**
**Métro : Alésia ou Pernety**

Lyon-3e

Tous les jours, à 21 h 30, jusqu'au 3 octobre, passe au cinéma « Le Familia » 126, rue Duguesclin le film **« Harlam Country USA »**

# L'école à la campagne

**Des paysans d'Aubigné sur Racan, des petits paysans de Vaas des enseignants de Sarcey et de Pontvallain dans la Sarthe nous ont expliqué quels étaient les problèmes spécifiques de l'école en zone rurale.**

Le problème du ramassage scolaire en car ou en train est un problème crucial à la campagne. Certaines fermes sont isolées, des classes de maternelle et de primaire disparaissent. Tout ceci oblige les enfants à des conditions de transport très pénibles.

## LES HORAIRES DE L'ÉCOLE DEPENDENT DE L'HORAIRE DU CAR

Comme il n'y a qu'un CES par canton, le car fait tout le tour du canton pour prendre les élèves.

Les compagnies de car pourraient mettre plusieurs cars en service, mais leurs profits seraient moins ronds...

Ainsi, ce ne sont pas les horaires de l'école qui déterminent ceux du car, mais le passage du car qui dicte les horaires de l'école. La situation d'un village voisin illustre bien cet état de fait : ses enfants prennent le car pour se rendre à l'école, mais comme il a une longue tournée à effectuer, il laisse les enfants devant l'école et ceux-ci doivent alors attendre l'ouverture de l'école dans un café. Le soir, c'est le même cirque, ils attendent le car au café. Des enfants entre 5 et 10 ans !

Nous avons d'autres petits voisins, qui prennent le train. Ils ont quatre kilomètres pour se rendre à la gare. Ils sont absents de chez eux de 6 heures du matin à 8 heures du soir.

Il y a quelques années, on a vu mieux. Des enfants empruntaient le train sur le parcours Aubigné, Mayet. Ce train passe à 7 heures 15, il est utilisé par les écoliers et par les hommes d'affaires. Ceux-ci ont rouspété auprès de la SNCF : en prenant le train à 7 heures 15, ils rataient leur correspondance au Mans pour Paris. La direction de la SNCF s'est incliné, elle a voulu avancer le train de trois quarts d'heure pour ces messieurs. Cette décision a soulevé un tollé de protestations des parents d'élèves. Ils ont refusé que leurs enfants prennent le train à 6 heures du matin. Tous les parents se sont mobilisés, ils ont menacé d'arrêter le train, l'affaire est montée jusqu'à Monparnasse (Paris). Les parents ont eu gain de cause, l'horaire n'a pas bougé.

Le problème des transports n'est pas une mince affaire, elle a des répercussions directes sur la vie des enfants.

Les directions des collèges ont modifié l'emploi du temps des élèves, sous la pression des compagnies de car. Les heures de classe sont tellement groupées que les élèves font la journée continue, ils n'ont pas de récréation, pas de pause, et trente minutes seulement pour déjeuner.

## LES CLASSES FERMENT

La première école que fréquentent les enfants de la campagne est bien souvent l'école primaire et non l'école maternelle.

Seuls les bourgs et les gros villages possèdent une école maternelle. Les enfants en bas-âge des lieux-dits, des hameaux, des fermes isolées restent avec leurs parents.

On assiste de plus en plus fréquemment à la fermeture de classes enfantines, ce qui bien sûr ne va pas régler le problème, mais bien l'aggraver. Ainsi, à Verneuil, il n'y a plus de classes enfantines.

Quand il existe des écoles maternelles, elles connaissent le même sort que celles des villes, elles sont surchargées. Dans une école, 210 enfants sont répartis en six classes. En fait il n'y a que trois classes appropriées à recevoir des enfants, les trois autres sont en préfabriqués avec tous les inconvénients que cela implique. On y crève de chaleur l'été, l'hiver on a un mal fou à les chauffer correctement et elles ne sont pas insonorisées.

Les trois nouvelles classes construites empiètent sur la cour et forcément celle-ci se rétrécit. Ainsi il y a quatre mètre carrés de sable pour 210 enfants !

La politique du rectorat qui a tout pouvoir pour fermer ou ouvrir une classe s'oppose fréquemment aux réalisations de la commune. A Verneuil, une classe et un logement de fonction ont été refaits entièrement à neuf, mais sur décision du rectorat, cette classe et ce logement ont été fermés.

Dans une autre commune, la mairie a emprunté de l'argent pour une classe, il y a cinq ans, depuis celle-ci a fermé, mais la mairie, c'est-à-dire nous, continuons de rembourser l'emprunt !

Devant la stupidité totale d'une telle politique, les parents engagent souvent des luttes. A Pontvallain, les parents d'élèves ont fait la grève scolaire. Ils n'ont pas envoyé leurs enfants à l'école, par ce moyen ils ont manifesté leur mécontentement devant les installations sanitaires du CES : un lavabo et neuf WC pour 500 élèves.

Au Ludes, les parents ont occupé une classe, il y a cinq ans, pour obtenir l'ouverture d'une nouvelle classe. Ils ont gagné. Depuis l'inspectrice académique écrit avant chaque rentrée scolaire pour savoir si une nouvelle classe doit se créer...

## LES PARENTS D'ÉLEVES SE RECONNAISSENT RAREMENT DANS LES ASSOCIATIONS DE PARENTS

Les parents se mobilisent souvent (occupation de locaux, grèves scolaires) pour que leurs enfants aient de meilleures conditions d'étude.

Cependant ces mobilisations partent plus souvent d'un mouvement spontané, d'un ras-le-bol que d'une action dirigée et coordonnée par les organisations de parents d'élèves.

Tout d'abord, il faut du temps pour militer dans un comité de parents d'élèves. Attention, cela ne veut pas dire que les parents se désintéressent des problèmes de leurs enfants, pour preuve, les actions menées par les parents, citées plus haut. C'est pourquoi, la plupart des personnes qui sont à la tête de tels comités sont les notables du bourg, la secrétaire de mairie, etc.

Ils se retrouvent entre gens de compagnie. Ils font leur popote ensemble. De ce fait, les paysans sont doublement écartés de ces comités. Il existe une coupure entre la direction de ces comités et sa base.

## PAS DE TRAVAIL A LA CAMPAGNE ET PEU D'USINES

Les débouchés pour des enfants sont plus que réduits. En général, ils ne retournent pas à la terre. Les fermes disparaissent à raison de trois par jour dans la Sarthe. Ceux qui sont paysans actuellement essaient de le rester, au prix d'efforts et de sacrifices nombreux, mais il n'y a pas de travail pour les jeunes. Ils aident, le soir, à la ferme, après l'école, c'est tout.

Beaucoup suivent des cours d'apprentissage, soit en tant qu'élève de classe préparatoire à l'apprentissage (CPA), soit en tant qu'apprenti, après l'école. Mais une fois que le patron les a bien exploités, il ne paie pas les pré-apprentis (CPA) et donne 75 % du SMIC à l'apprenti en fin de contrat ; et il ne les garde pas. Ils essaient alors de trouver du travail dans l'industrie, mais c'est difficile. D'une part, il y a peu d'usines et d'autre part les licenciements d'ouvriers sont massifs. Le sud de la Sarthe connait un grand chômage.

La situation est pire pour les jeunes filles. Elles sont obligées de monter à Paris. Souvent elles sont embauchées comme vendeuses dans les boulangeries, par exemple, où le nombre d'heures supplémentaires n'est pas compté. La situation pour nos jeunes est donc très grave. Ils essuient la politique de désertification des campagnes menée par le gouvernement et ne sont pas qualifiés pour devenir des ouvriers. Et où trouveraient-ils des usines, de toute manière ?

*Reportage de Nathalie Villotiers*

**Près d'Aubigné-sur-Racan, une femme a trois garçons, voici les débouchés qu'ils ont trouvés.**

**L'aîné a eu son certificat d'études. Il a été pendant trois ans apprenti chez un boucher, puis il a devancé son appel. Il a cherché du travail une année durant, finalement il s'est engagé chez les flics.**

**Le deuxième a obtenu son certificat d'études, il a passé un CAP d'électricien. Comme son frère, il a devancé l'appel, puis il est entré dans la gendarmerie.**

**Le dernier a eu son certificat d'études, il a été apprenti serrurier, il a devancé son appel et a trouvé une place dans une petite usine du Mans.**



Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP Imprimerie La Nouvelle Dépôt légal : 3e trimestre 1978